



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Trente-troisième session

Rabat (Maroc), 26-28 mars et 18-20 avril 2024

Perspectives de la sécurité alimentaire mondiale et régionale

Résumé

Après avoir fortement augmenté à la suite de la pandémie de covid-19, la faim dans le monde est restée relativement stable entre 2021 et 2022, touchant environ 9,2 pour cent de la population mondiale en 2022, c'est-à-dire entre 691 et 783 millions de personnes. En Afrique, plus de 280 millions de personnes, soit l'équivalent de 19,7 pour cent de la population du continent, entraient dans cette catégorie – ce qui représente une augmentation de 57 millions par rapport à 2019, avant la pandémie.

On estime que 29,6 pour cent de la population mondiale, soit 2,4 milliards de personnes, n'avaient pas accès en 2022 à une nourriture adéquate, dont 868 millions de personnes environ en Afrique (61 pour cent de la population du continent). Sur le continent africain, de l'ordre de 146 millions de personnes, dans 36 pays, pourraient avoir été confrontées à un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou plus du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire [IPC]) en 2022. D'après les estimations, la proportion de la population africaine qui n'avait pas les moyens de se nourrir sainement en 2021 pourrait s'élever aux trois quarts.

Les dernières analyses à court terme laissent entrevoir des perspectives favorables pour la production et l'offre de la plupart des produits alimentaires de base à l'échelle mondiale. Toutefois, les systèmes de production alimentaire restent vulnérables aux risques liés aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la montée des tensions géopolitiques et aux changements de politique, qui pourraient rompre l'équilibre fragile entre l'offre et la demande et venir obscurcir les perspectives en matière de sécurité alimentaire mondiale. Pour améliorer la sécurité alimentaire, il faudrait que le continent africain comble l'écart de productivité de son agriculture, améliore l'accès aux marchés, réduise les coûts de transport et mette en application l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine.

Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

Les participants à la Conférence régionale sont invités à:

- a) prendre note des informations communiquées dans le présent document, particulièrement de la détérioration de la sécurité alimentaire en Afrique;
- b) reconnaître qu'il est urgent de travailler ensemble pour s'attaquer aux principaux facteurs de la sous-alimentation et de l'insécurité alimentaire dans le monde que sont les conflits et les tensions géopolitiques, les phénomènes climatiques extrêmes, plus fréquents, les ralentissements et récessions économiques, ainsi que les inégalités persistantes;
- c) répondre à la nécessité de poursuivre l'aide humanitaire d'urgence, y compris l'intensification des interventions qui renforcent la résilience;
- d) prendre acte du travail statistique mené par la FAO en tant que principal organisme produisant des données sur l'alimentation et l'agriculture, utiles pour le suivi de la sécurité alimentaire, et prier instamment les gouvernements de fournir à l'Organisation des données et des statistiques actualisées et complètes pour lui permettre de réaliser en temps opportun des évaluations et des analyses propres à éclairer les décisions de politique générale;
- e) donner des orientations quant à l'appui futur de la FAO à la région, selon qu'il y a lieu.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Máximo Torero Cullen
Économiste en chef
Tél.: +39 06570 50869
Courriel: Maximo.Torero@fao.org

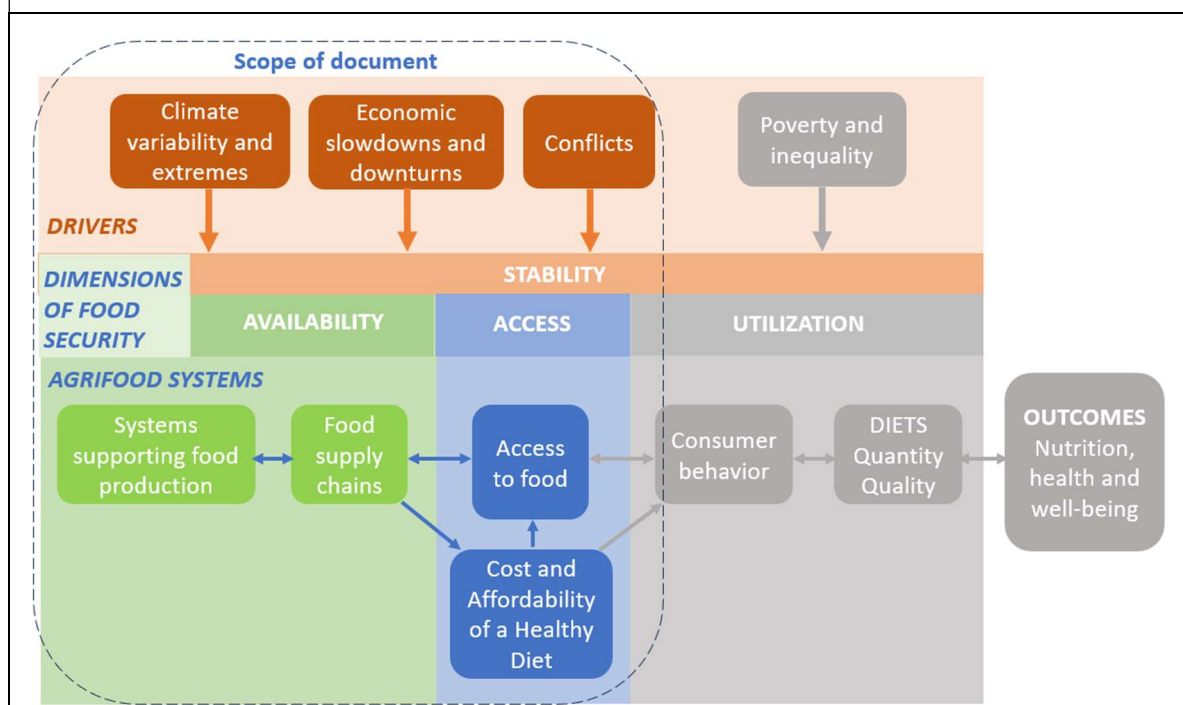
I. Introduction

1. L'évaluation de la situation mondiale et régionale de la sécurité alimentaire exposée dans le présent document donne à voir un monde qui commençait à se remettre de la pandémie de covid-19 lorsque, au début de 2022, a éclaté en Ukraine une guerre impliquant deux grands producteurs mondiaux de denrées agricoles et provoquant une onde de choc sur les marchés des produits de base et de l'énergie. La pandémie, le rebond économique qui s'en est suivi, la guerre en Ukraine et la flambée des prix des aliments, des intrants agricoles et de l'énergie imputable en partie à ce conflit ont eu des effets différents selon les régions et les populations, et des incidences variables sur la faim et l'insécurité alimentaire. De nombreux pays ont été durement touchés par l'augmentation de la facture des importations d'aliments et d'énergie, tandis que d'autres ont bénéficié de la hausse des prix. De nombreux groupes de population n'ont pas pu profiter des avantages de la reprise économique ou ont subi de plein fouet la hausse des prix des aliments et de l'énergie, voire les deux.

2. Le présent document donne une vue d'ensemble de la situation actuelle de la sécurité alimentaire dans le monde et en Afrique, ainsi que des perspectives à court et moyen termes de la sécurité alimentaire. Il est largement admis que la sécurité alimentaire peut être conceptualisée selon quatre dimensions: la disponibilité, l'accès, la stabilité et l'utilisation de la nourriture (figure 1). Nous nous intéresserons aux trois premières de ces dimensions, telles que reflétées par les indicateurs utilisés pour décrire la situation de la sécurité alimentaire et, plus important encore, par les éléments qui influent sur les perspectives de sécurité alimentaire présentées dans le document, lesquelles se fondent sur l'analyse de l'offre et de la demande globales d'aliments. Dans le même temps, cette analyse est influencée par l'impact de facteurs tels que la variabilité du climat et les extrêmes climatiques, les ralentissements et récessions économiques ainsi que les conflits. En ce sens, la dimension qu'est l'utilisation et d'autres facteurs clés comme la pauvreté et les inégalités dépassent la portée de ce document.

3. Après ce cadre conceptuel, la section II présente l'évolution de l'insécurité alimentaire chronique aux niveaux mondial et régional, suivie d'une évaluation de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë dans les pays connaissant une crise alimentaire. Les indicateurs mondiaux et régionaux du coût et du caractère abordable d'une alimentation saine sont également exposés. La section III présente, pour les principaux produits alimentaires, les perspectives agricoles à court et à moyen termes et met en évidence les questions qui se font jour dans la région.

Figure 1. Les effets des facteurs qui influent sur la sécurité alimentaire se transmettent par l'intermédiaire des systèmes agroalimentaires



Source: D'après FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2020. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*. Rome, FAO; et d'après HLPE (Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition). 2017. *Nutrition et systèmes alimentaires. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale*. Rome.

II. Situation de la sécurité alimentaire aux niveaux mondial et régional

Évolution de l'insécurité alimentaire chronique¹

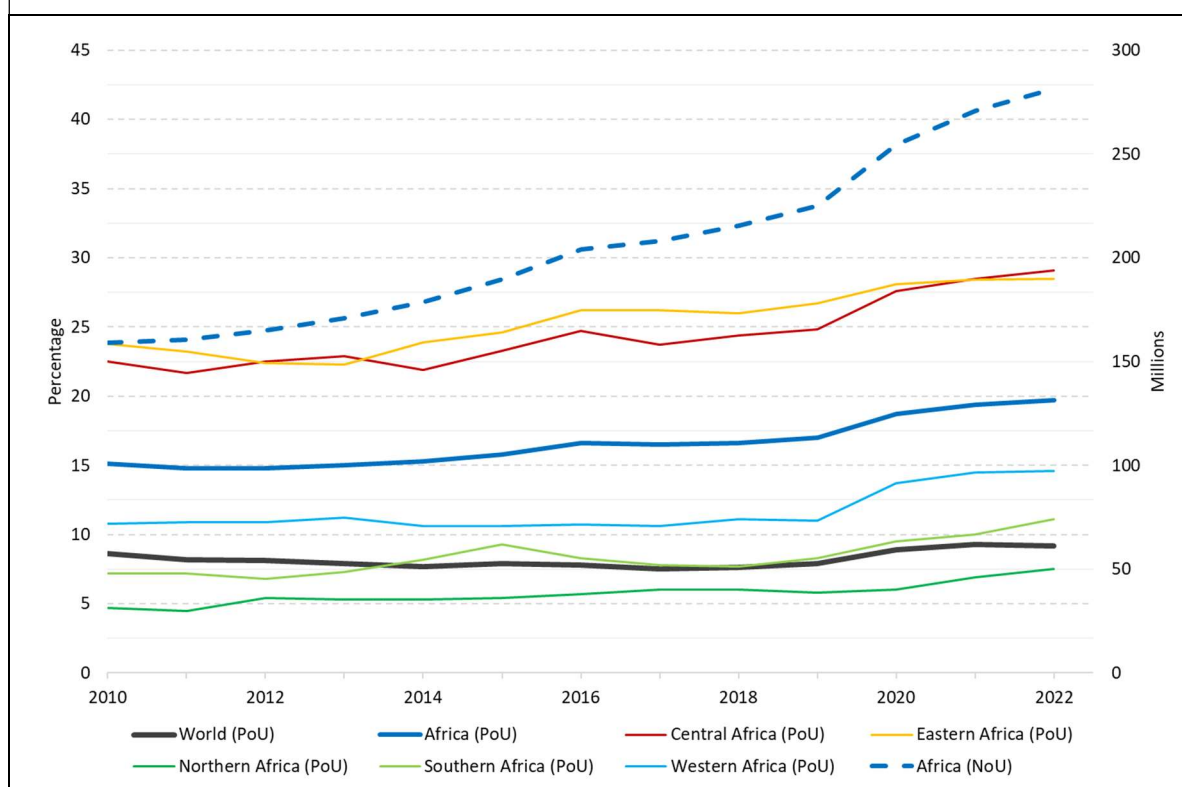
4. Après avoir fortement augmenté à la suite de la pandémie de covid-19, la faim dans le monde – mesurée par la prévalence de la sous-alimentation – est restée relativement stable entre 2021 et 2022, touchant environ 9,2 pour cent de la population mondiale en 2022. On estime qu'entre 691 millions et 783 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2022. Si l'on prend la moyenne (735 millions environ), cela représente près de 122 millions de personnes de plus qu'en 2019, avant la pandémie mondiale, lorsque la prévalence s'élevait à 7,9 pour cent.

5. Cependant, la sous-alimentation en Afrique a continué d'augmenter en 2022, touchant plus de 280 millions de personnes, soit l'équivalent de 19,7 pour cent de la population, un taux nettement supérieur à la moyenne mondiale (figure 2).

6. Parmi les sous-régions d'Afrique, c'est en Afrique du Nord que la faim était la plus faible en 2022, avec un taux de prévalence de la sous-alimentation de 7,5 pour cent (inférieur à la moyenne mondiale). Venait ensuite l'Afrique australe, où la part de la population sous-alimentée était estimée à 11,1 pour cent. L'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est étaient les sous-régions qui accusaient les taux de prévalence de la sous-alimentation les plus élevés, environ 29 pour cent dans les deux cas, soit le double du taux de prévalence en Afrique de l'Ouest (14,6 pour cent).

¹ Cette section repose principalement sur FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2023. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain*. FAO, Rome. <https://doi.org/10.4060/cc3017fr>.

Figure 2. Prévalence de la sous-alimentation dans le monde, en Afrique et dans les sous-régions africaines, et nombre de personnes sous-alimentées en Afrique



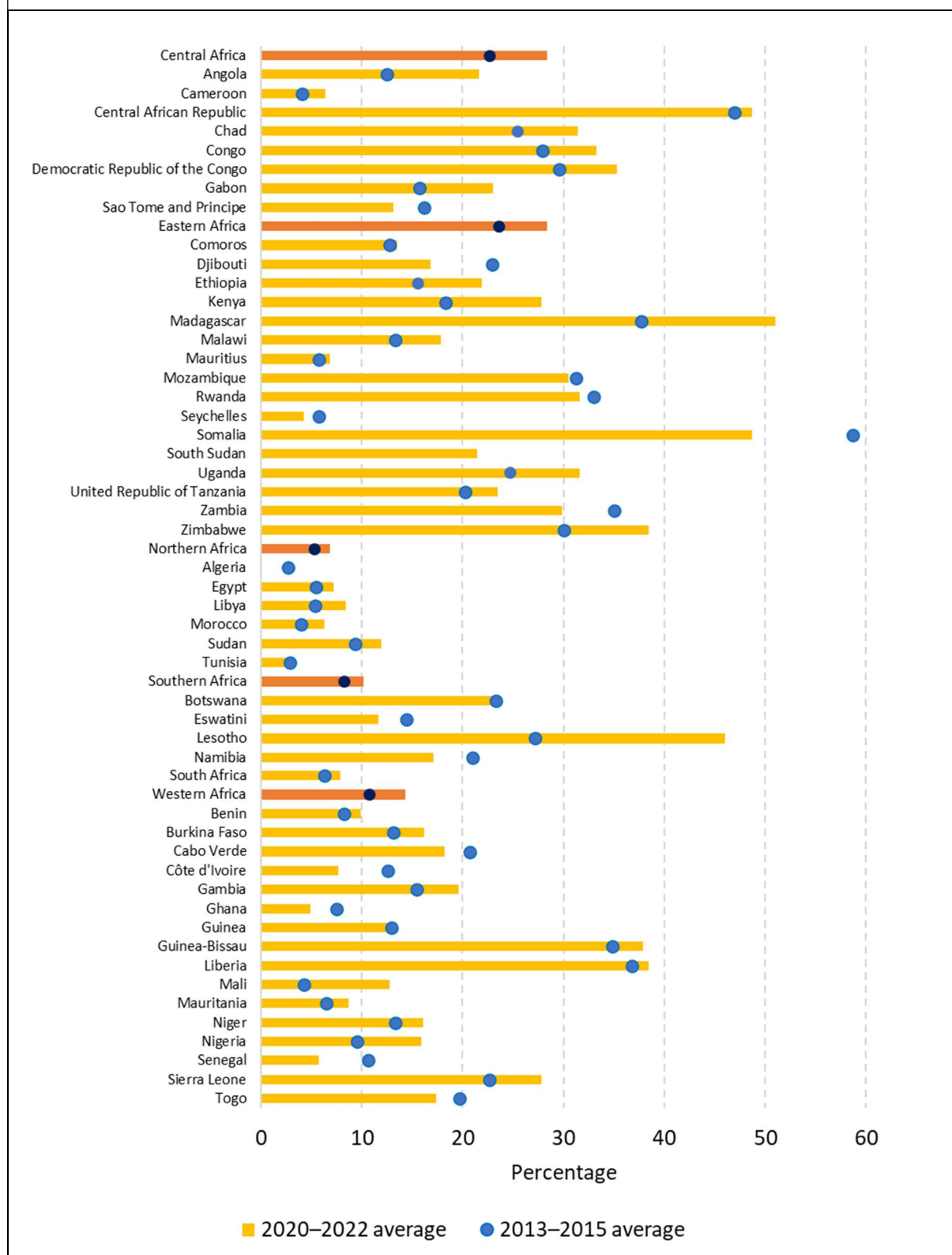
Source: D'après FAO. 2023. Données de la sécurité alimentaire. Dans: FAOSTAT. Rome. [Consulté en juillet 2023] <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FS>.

7. C'est en 2011 et 2012 que la faim en Afrique a atteint son niveau le plus bas, touchant alors 14,8 pour cent de la population africaine selon les estimations. Si l'on considère les tendances récentes, la faim a augmenté dans la région, passant de 17,0 pour cent en 2019, avant la pandémie de covid-19 et la guerre en Ukraine, à 19,7 pour cent en 2022. Toutes les sous-régions ont vu la faim gagner du terrain durant cette période. Ce sont l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest qui ont enregistré les plus fortes hausses: 4,3 et 3,6 points de pourcentage respectivement, à comparer à une augmentation de 2,4 points de pourcentage en Afrique australe et de moins de deux points de pourcentage en Afrique de l'Est et en Afrique du Nord.

8. Le nombre de personnes sous-alimentées en Afrique a atteint 281,6 millions en 2022, contre 270,6 millions en 2021 et 225,1 millions en 2019, avant la pandémie. En 2022, près d'une personne sous-alimentée sur quatre dans le monde vivait en Afrique. Les projections à l'horizon 2030 font état d'une légère amélioration au niveau mondial, mais d'une aggravation notable en Afrique, où l'on prévoit que près de 300 millions de personnes pourraient être confrontées à la faim en 2030.

9. La prévalence estimée de la sous-alimentation varie considérablement entre les pays africains, allant de moins de 2,5 pour cent en Algérie à 51,0 pour cent à Madagascar (figure 3). La sous-alimentation concernait entre 46 et 49 pour cent des populations du Lesotho, de la République centrafricaine et de la Somalie, et environ 38 pour cent de celles de la Guinée-Bissau, du Libéria et du Zimbabwe. On estime qu'environ un tiers des populations du Congo, du Mozambique, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo, du Rwanda et du Tchad ont souffert de la faim en 2022 (la proportion allant de 30,5 pour cent au Mozambique à 35,3 pour cent en République démocratique du Congo). L'Algérie, le Ghana, les Seychelles et la Tunisie affichaient des taux de prévalence de la sous-alimentation inférieur à 5,0 pour cent.

10. La prévalence de la sous-alimentation a presque doublé au Mali depuis 2013-2015, et des augmentations importantes ont également été observées dans d'autres pays – environ 70 pour cent de hausse en Angola et au Lesotho, et environ 50 pour cent au Kenya et au Gabon. En revanche, la Somalie, Djibouti et le Sénégal ont vu leur situation s'améliorer considérablement, avec une baisse de la prévalence de 17, 27 et 46 pour cent respectivement.

Figure 3. Prévalence de la sous-alimentation en Afrique par pays (2013-2015 et 2020-2022)

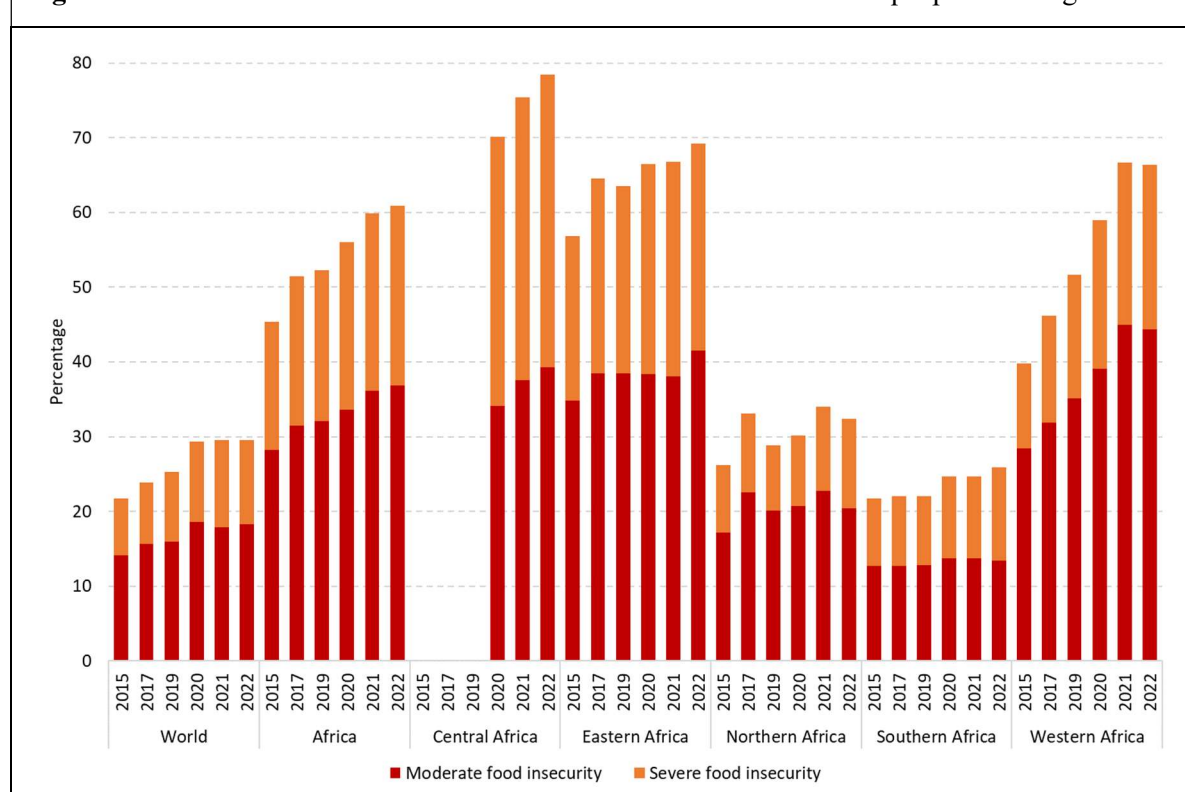
Note: Pour l'Algérie, la prévalence de la sous-alimentation en 2020-2022 est inférieure à 2,5 pour cent. La moyenne 2013-2015 n'est pas disponible pour le Soudan du Sud.

Source: D'après FAO. 2023. Données de la sécurité alimentaire. Dans: *FAOSTAT*. Rome. [Consulté en juillet 2023] <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FS>.

11. La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES) est une estimation de la proportion de la population qui est confrontée à des difficultés modérées ou graves s'agissant de se procurer de la nourriture en quantité suffisante au cours d'une année. Une personne est en situation d'insécurité alimentaire modérée lorsqu'elle n'est pas certaine de pouvoir se procurer de la nourriture et qu'elle a été contrainte de réduire, à certains moments de l'année, la qualité et/ou la quantité de nourriture qu'elle consomme, en raison d'un manque d'argent ou d'autres ressources. On parle d'insécurité alimentaire grave lorsqu'une personne a probablement épuisé ses réserves de nourriture, connu la faim et, dans le cas le plus extrême, passé plusieurs jours sans manger, ce qui a gravement compromis sa santé et son bien-être.

12. La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave dans le monde est restée inchangée pour la deuxième année consécutive après avoir fortement augmenté entre 2019 et 2020 (figure 4). Quelque 2,4 milliards de personnes – 29,6 pour cent de la population mondiale – étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2022, l'insécurité alimentaire grave touchant environ 900 millions de personnes, soit 11,3 pour cent de la population mondiale.

Figure 4. Prévalence de l'insécurité alimentaire dans le monde et en Afrique par sous-région



Source: FAO. 2023. Données de la sécurité alimentaire. Dans: *FAOSTAT*. Rome. [Consulté en juillet 2023] <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FS>.

13. En Afrique, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave a augmenté d'un point de pourcentage en un an pour s'établir à 60,9 pour cent en 2022, soit le double de la valeur mondiale estimée. Cette hausse est nettement moins importante que celle de l'année précédente, qui avait atteint 4 points de pourcentage. Entre 2021 et 2022, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave a augmenté de 2,4 points en Afrique de l'Est, de 3,0 points en Afrique centrale et de 1,2 point en Afrique australe.

14. La prévalence en 2022 allait de 25,9 pour cent en Afrique de l'Ouest à 78,4 pour cent en Afrique centrale. Sur les quelque 2,4 milliards de personnes qui étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave dans le monde en 2022, 868 millions (environ 37 pour cent) vivent en Afrique.

15. La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave était plus élevée chez les femmes que chez les hommes, tant au niveau mondial qu'en Afrique – l'écart étant plus réduit en Afrique. L'écart entre les femmes et les hommes, en 2022, était de 2,5 points de pourcentage au niveau mondial, et de 1,2 point de pourcentage en Afrique.

16. Les disparités d'insécurité alimentaire entre les populations des zones rurales, des zones périurbaines et des zones urbaines en Afrique, en 2022, étaient plus marquées: la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave s'élevait à 64,5 pour cent dans les zones rurales, à 60,3 pour cent dans les zones périurbaines et à 54,2 pour cent dans les zones urbaines, et des différences similaires étaient constatées pour l'insécurité alimentaire grave.

L'insécurité alimentaire aiguë dans les pays connaissant une crise alimentaire²

17. Si l'on considère tous les pays couverts par l'édition 2023 du Rapport mondial sur les crises alimentaires, on estime que 258 millions de personnes dans le monde ont été confrontées à un «niveau élevé»³ d'insécurité alimentaire aiguë en 2022. Ce chiffre comprend 35 millions de personnes en situation d'urgence et 376 000 en situation de catastrophe.

18. Bien qu'il ne soit pas possible d'établir des séries cohérentes de chiffres comparables au fil du temps, nous observons que le nombre total de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë indiqué dans les différentes éditions du Rapport mondial sur les crises alimentaires a augmenté pendant trois années consécutives, passant de 155 millions en 2020 à 193 millions en 2021, puis à 258 millions en 2022, ce qui s'explique en partie par l'évolution de la portée et la modification ou l'extension de la couverture des éditions successives de ces rapports.

19. Dans la région, de l'ordre de 146 millions de personnes, réparties dans 36 pays, pourraient avoir été confrontées à un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou plus de l'IPC). Parmi elles, 47,4 millions vivaient dans 13 pays d'Afrique centrale et d'Afrique australe, 56,85 millions dans 8 pays d'Afrique de l'Est et 41,45 millions dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel (Cameroun compris). S'agissant de l'Afrique du Nord, l'analyse effectuée en 2022 en Libye sur les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les rapatriés, les réfugiés et les migrants a estimé que 0,3 million de personnes étaient en phase 3 ou supérieure de l'IPC.

20. En Afrique centrale et en Afrique australe, on estime que 22 pour cent de la population analysée était en phase 3 ou supérieure de l'IPC en 2022. Le nombre estimé de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë au sein de cette population a augmenté depuis 2016 sous l'effet d'une série de chocs liés entre eux, parmi lesquels des phénomènes météorologiques catastrophiques, des conflits prolongés et de fortes augmentations des prix des denrées alimentaires. La République démocratique du Congo a constamment été classée parmi les pays comptant le plus grand nombre de personnes confrontées à un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë; en 2022, on estime qu'elles étaient 26,43 millions dans ce cas.

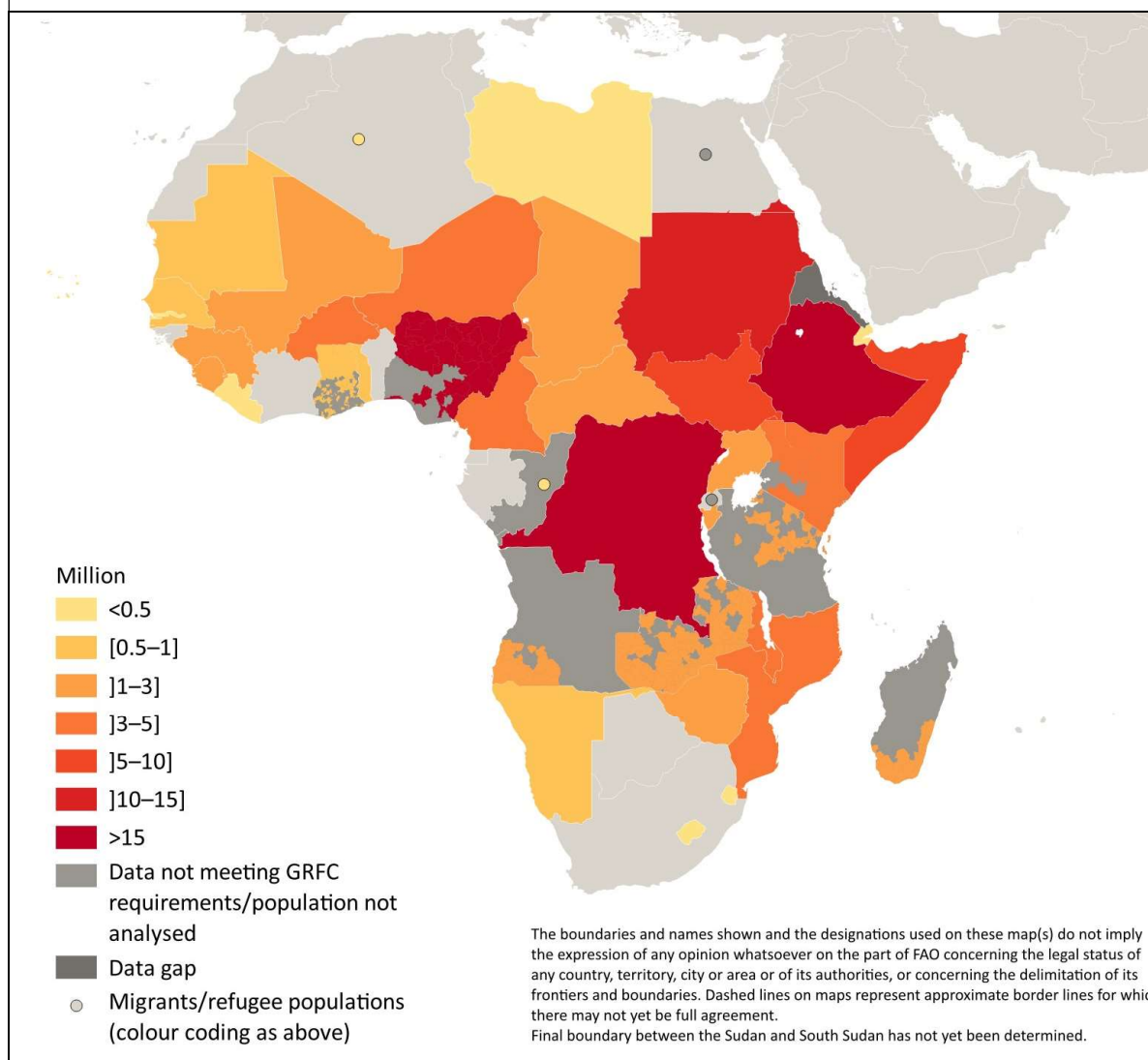
² Cette section se fonde sur le Rapport mondial sur les crises alimentaires 2023 publié en mai ainsi que sur la version de ce document qui a été actualisée en milieu d'année et publiée en septembre. Les informations supplémentaires sur les foyers de famine extrêmement préoccupants et les plus préoccupants proviennent du rapport y relatif publié par la FAO et le PAM à la fin du mois d'octobre.

³ On considère que l'insécurité alimentaire aiguë a atteint un «niveau élevé» lorsqu'elle correspond à la phase 3 («crise») ou à une phase supérieure selon les définitions établies au moyen des approches analytiques sur lesquelles reposent le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) et le Cadre harmonisé (CH). Voir <https://www.ipcinfo.org>.

21. En Afrique de l'Est, les conditions météorologiques extrêmes, les difficultés économiques et les conflits continuent d'être responsables de niveaux d'insécurité alimentaire aiguë élevés. La sécheresse persistante qui a sévi dans la Corne de l'Afrique a intensifié la crise de l'insécurité alimentaire. Certaines zones spécifiques ont été en proie à des niveaux extrêmes d'insécurité alimentaire aiguë; ainsi, 9 millions de personnes environ (réparties dans six pays) se sont trouvées en situation d'urgence, et 0,3 million (au Soudan du Sud et en Somalie) en situation de catastrophe. L'Éthiopie et le Soudan font partie des 10 pays qui comptent les populations les plus importantes de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë: 23,6 millions et 11,7 millions, respectivement.

22. En 2022, environ 41 millions de personnes, réparties dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, Cameroun compris, ont été confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou supérieure de l'IPC). La région du Sahel central, qui comprend le Mali, le Burkina Faso et l'ouest du Niger, a été durement éprouvée ces trois dernières années. Ces effets trouvent leur origine profonde dans l'interpénétration complexe des conflits et des chocs météorologiques, dans un contexte de grande vulnérabilité socioéconomique qui amenuise fortement les disponibilités alimentaires des ménages et leur accès à la nourriture. Au plus fort de la crise en 2022, on estimait à 7,34 millions – un record – le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë atteignant un niveau de crise ou pire, dont 1,03 million de personnes en situation d'urgence (phase 4 du CH). Dans le bassin du lac Tchad, qui couvre la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, l'ouest du Tchad, le nord-est du Nigeria et l'est du Niger, le nombre de personnes en situation de crise ou pire en 2022 a été estimé à environ 5,3 millions, dont 700 000 personnes environ en situation d'urgence (phase 4 du CH).

Figure 5. Nombre de personnes confrontées à un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë en 2022 en Afrique dans les pays touchés par des crises alimentaires majeures et parmi les populations déplacées/réfugiées



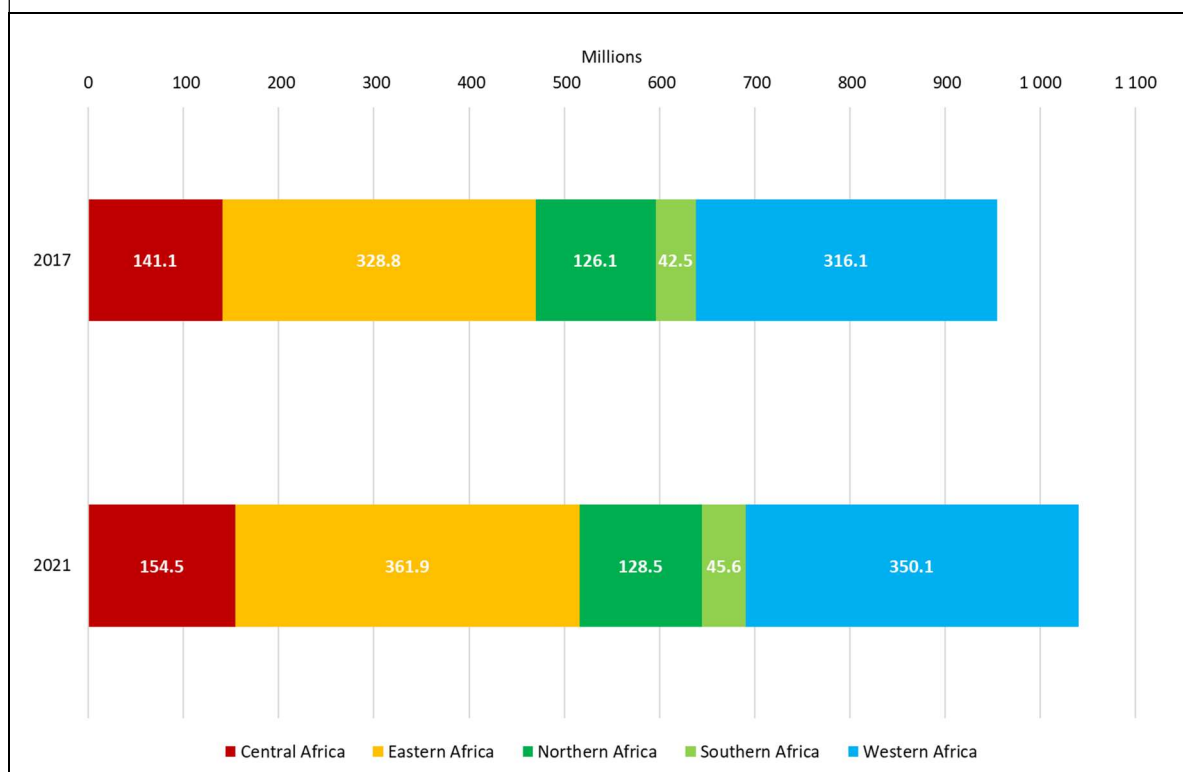
Source: Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. 2023. *Global Report on Food Crises (GRFC) 2023* (Rapport mondial sur les crises alimentaires 2023, en anglais). Rome. www.fslnplatform.org/globalreport-food-crisis-2023.

Évolution du coût et de l'abordabilité d'une alimentation saine

23. En 2021, le coût moyen d'une alimentation saine en Afrique s'établissait à 3,57 dollars en PPA (parité de pouvoir d'achat) par habitant et par jour, ce qui était inférieur au coût à l'échelle mondiale, estimé à 3,66 dollars en PPA. Depuis 2017, le coût de l'alimentation saine dans la région a augmenté régulièrement, avec une hausse notable de 5,6 pour cent entre 2020 et 2021, qui est supérieure aux 4,3 pour cent d'augmentation enregistrés au niveau mondial. Sur le plan sous-régional, depuis 2019, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est sont les sous-régions qui ont connu la plus forte augmentation cumulée des coûts (10,3 et 9,6 pour cent respectivement), suivies par l'Afrique australe (9,3 pour cent) et l'Afrique centrale (7,6 pour cent). À l'inverse, l'Afrique du Nord a enregistré une baisse de 3,4 pour cent du coût de l'alimentation saine au cours de ces deux années consécutives.

24. En 2021, plus des trois quarts de la population africaine (77,5 pour cent), soit environ 1 040,5 millions de personnes, pourraient avoir été dans l'incapacité financière de s'alimenter sainement. Au niveau sous-régional, il y avait jusqu'à 362 millions de personnes (84,6 pour cent de la population) dans ce cas en Afrique de l'Est, et jusqu'à 350 millions (85,4 pour cent de la population) en Afrique de l'Ouest. Une part relativement moins importante de la population n'avait pas les moyens de s'alimenter sainement en Afrique australe (46 millions de personnes, soit 67 pour cent de la population), en Afrique du Nord (jusqu'à 128,5 millions de personnes, soit 51,7 pour cent de la population) et en Afrique centrale (jusqu'à 154,5 millions de personnes, soit 81,9 pour cent de la population). Le nombre de personnes ne pouvant pas se permettre une alimentation saine a augmenté de 85,9 millions entre 2017 et 2021, dont 51 millions entre 2019 et 2021. La hausse globale sur le continent africain est imputable en majeure partie à l'Afrique de l'Ouest et à l'Afrique de l'Est, où l'alimentation saine est devenue inabordable pour 22,5 et 20,6 millions de personnes supplémentaires respectivement entre 2019 et 2021, l'Afrique du Nord ayant pour sa part enregistré une baisse de 2,8 millions du nombre de personnes dans cette situation.

Figure 6. Nombre de personnes qui n'avaient pas les moyens de s'alimenter sainement en Afrique, par sous-région, en 2017 et 2021



Source: D'après FAO. 2023. Coût et abordabilité d'une alimentation saine (CoAHD). Dans: FAOSTAT. Rome. [Consulté en juillet 2023] <https://www.fao.org/faostat/en/#data/CAHD>.

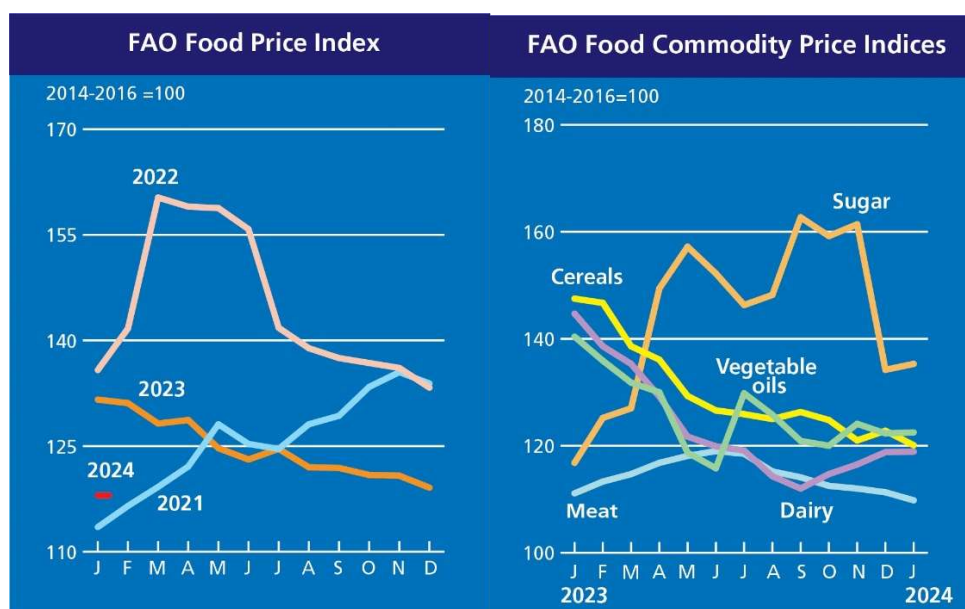
III. Perspectives agricoles mondiales et régionales

III.1. Perspectives mondiales

Situation actuelle des marchés et perspectives à court terme

25. En 2023, l'indice FAO des prix des produits alimentaires a poursuivi sa tendance à la baisse, quoique lentement, reflétant la chute des prix mondiaux du blé et des céréales secondaires, des huiles végétales, des produits laitiers et de la viande en raison des fortes disponibilités à l'exportation, conjuguées à une demande mondiale d'importation modérée. Dans le même temps, l'Indice FAO des prix du sucre a augmenté de 26,7 pour cent par rapport à 2022 pour atteindre son niveau le plus élevé depuis 2011, en raison de la crainte de voir l'offre mondiale se contracter pendant les campagnes 2023-2024 (figure 7).

Figure 7. Indice FAO des prix des produits alimentaires (à gauche) et indices FAO des prix de groupes de produits alimentaires (à droite)



Source: FAO. 2024. Indice FAO des prix des produits alimentaires.
<https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr>.

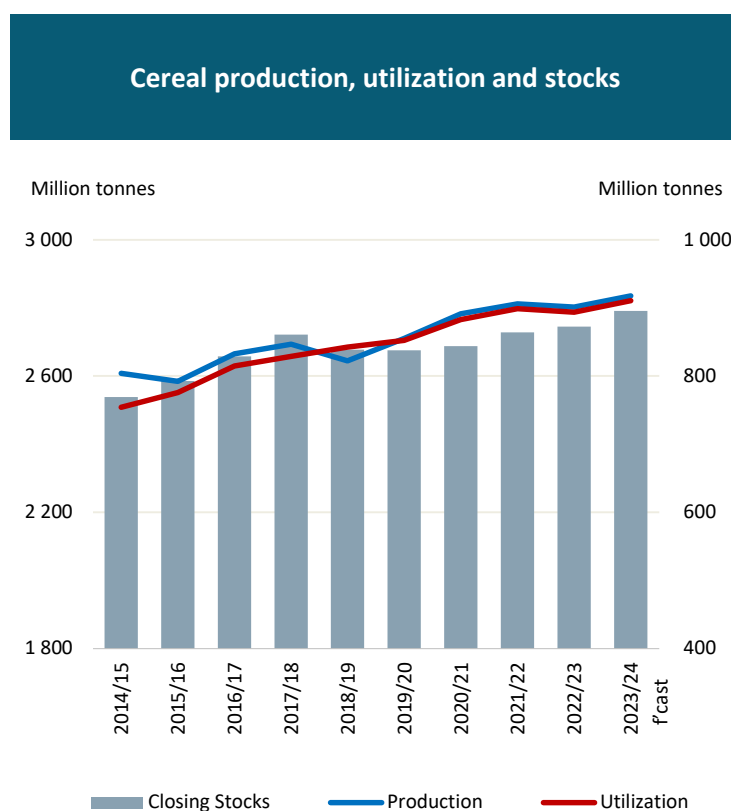
26. Selon les prévisions de la FAO, l'offre mondiale de blé devrait rester confortable pendant les campagnes 2023-2024, principalement en raison d'importants stocks de report, malgré une baisse attendue de la production mondiale par rapport au niveau record de l'année précédente. En ce qui concerne les céréales secondaires, on s'attend à un rebond de la production de maïs, qui devrait stimuler l'offre, l'utilisation et les stocks à l'échelle mondiale.

27. Pendant les campagnes de commercialisation 2023-2024, la production mondiale de riz devrait se redresser, l'utilisation devrait stagner en raison de la faiblesse de la demande d'importation et des restrictions à l'exportation (notamment en Inde), et les réserves, concentrées dans quelques pays, devraient se reconstituer. En 2024, le commerce international du riz devrait rester stable, au niveau de 2023.

28. En 2023-2024, la production mondiale de graines oléagineuses devrait augmenter, atteignant un nouveau record, sous l'impulsion de la production de graines de soja et de tournesol, tandis que le commerce des huiles végétales et des farines d'oléagineux devrait stagner en raison de l'abondance des stocks dans les pays importateurs, malgré une hausse potentielle de la demande d'huiles végétales de la part des consommateurs et de la demande de farines d'oléagineux émanant du secteur des aliments pour animaux.

29. En ce qui concerne les produits de l'élevage, la production mondiale de lait et de viande devrait augmenter en 2023 du fait de conditions de production favorables dans les principaux pays producteurs. Toutefois, il est probable que le commerce international des produits laitiers et de la viande se contracte en raison de la baisse du pouvoir d'achat due à une inflation élevée et à une croissance économique atone.

Figure 8. Production, utilisation et stocks de céréales à l'échelle mondiale



Source: FAO. Janvier 2024. Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales.

<https://www.fao.org/worldfoodsituation/csdb/fr>.

30. Le niveau élevé des prix nationaux des produits alimentaires, la faiblesse des devises et les perspectives de ralentissement de la croissance économique continuent de limiter l'accès à la nourriture pour de nombreux pays en développement qui sont des importateurs nets d'aliments et pour les communautés vulnérables. Les incertitudes liées aux politiques, en particulier les restrictions à l'exportation, ont également pesé sur les prix et limité encore davantage la disponibilité et l'accessibilité des aliments pour les plus vulnérables.

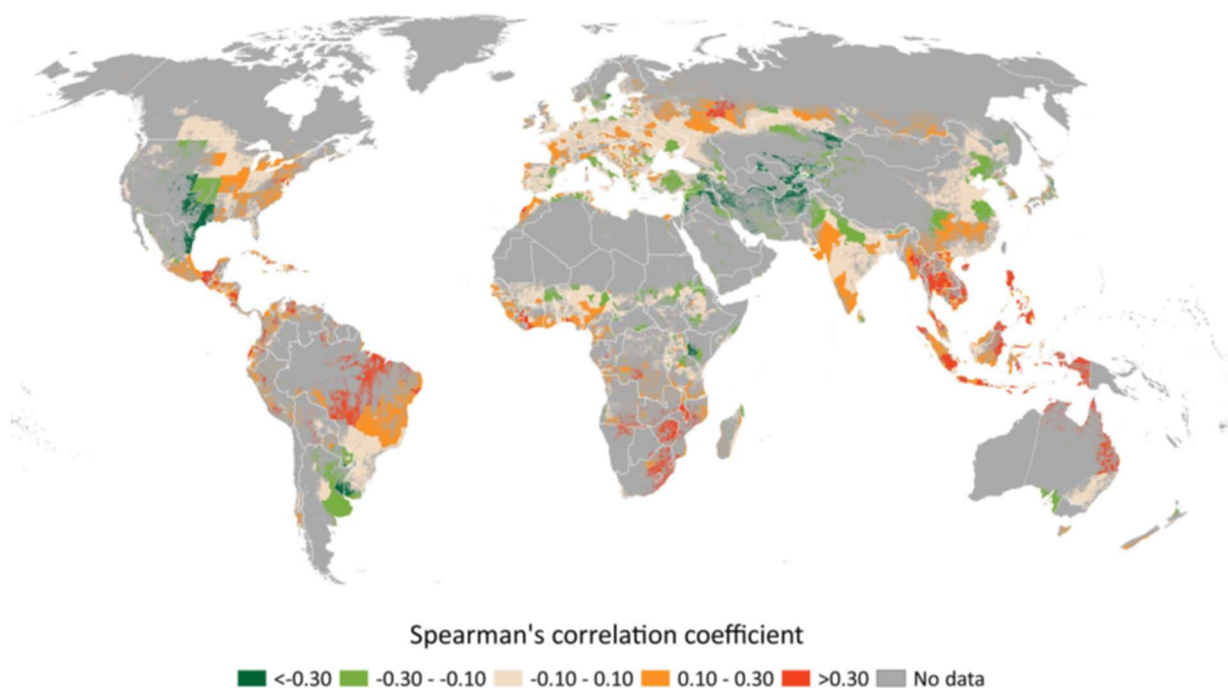
31. Les conditions météorologiques défavorables, associées notamment au phénomène El Niño qui sévit actuellement, devraient accentuer les effets persistants des sécheresses, des précipitations excessives et des inondations, réduisant les rendements et entravant la croissance de la production d'aliments dans le monde (figure 9).

32. Les conflits, les guerres et les tensions géopolitiques compromettent la production d'aliments, aggravant encore les inquiétudes concernant les disponibilités alimentaires et l'accès à la nourriture dans de nombreux pays. En Ukraine, bien que les zones de combat actif soient géographiquement circonscrites, les conséquences économiques de la guerre, notamment le coût élevé des intrants et les prix faibles au départ de l'exploitation, ont modifié la gamme des produits, ce qui a des répercussions sur l'approvisionnement mondial.

33. Les difficultés logistiques rencontrées à certains points d'origine importants, notamment le faible niveau d'eau sur les principales voies navigables intérieures et au niveau des passages maritimes essentiels tels que le fleuve Mississippi aux États-Unis d'Amérique, le fleuve Tapajos au Brésil et le canal de Panama, n'ont pas été sans conséquences pour le commerce de produits alimentaires. L'évolution récente de la situation au Moyen-Orient a également suscité des inquiétudes quant à d'éventuelles perturbations des échanges aux principaux points d'étranglement commerciaux, en particulier en mer Rouge.

34. Les maladies animales transfrontières, en particulier la peste porcine africaine et la grippe aviaire, continuent d'entraver les activités d'élevage dans le monde entier malgré la mise en œuvre, pour contrôler leur propagation et limiter au minimum leur incidence sur le commerce, de mesures axées sur la régionalisation (continuer à accepter des produits provenant de régions non touchées d'un pays même après l'apparition d'un foyer de maladie).

Figure 9. Corrélation entre l'état de la végétation sur les terres cultivées et le phénomène El Niño (coefficient de corrélation de Spearman)



Source: FAO, GIEWS update - El Niño to return in 2023 following a three-year La Niña phase, 26 avril 2023.

Perspectives à moyen terme

35. Dans la décennie à venir, les besoins énergétiques et nutritionnels en évolution d'une population mondiale croissante et de plus en plus aisée devraient être les principaux moteurs de la demande de produits agricoles. Les hypothèses macroéconomiques qui sous-tendent les projections suggèrent un ralentissement de la croissance de la population mondiale ainsi qu'une diminution de la population chinoise. Elles tablent par ailleurs sur une augmentation du revenu par habitant dans la plupart des régions du monde. Les taux d'inflation devraient ralentir au cours des 10 prochaines années.

36. À l'échelle mondiale, l'alimentation devrait continuer de constituer la principale utilisation des produits agricoles de base, représentant 49 pour cent des quantités consommées. La consommation mondiale d'aliments devrait augmenter de 1,3 pour cent par an. La croissance démographique restera le principal facteur influençant la demande d'aliments dans le monde, principalement en raison de l'augmentation des besoins de consommation qui se fera jour à mesure que les populations d'Afrique subsaharienne, d'Inde et de la région Proche-Orient et Afrique du Nord prendront de l'ampleur (figure 10).

37. Au niveau mondial, les aliments de base devraient rester la principale source de calories. La consommation d'aliments à plus forte valeur découlera avant tout de la hausse des revenus sur les marchés émergents. La part des protéines animales dans la consommation totale de protéines devrait augmenter, en particulier en Asie et dans la région Amérique latine et Caraïbes.

38. La croissance de la consommation mondiale de produits d'origine animale nécessite de consacrer davantage de cultures à l'alimentation animale. Cette augmentation devrait principalement être le fait de pays à faible revenu et de pays à revenu intermédiaire, qui adopteront progressivement des systèmes de production animale davantage axés sur le commerce et utilisant de plus grandes quantités d'aliments pour animaux.

39. Sur la base des investissements en cours dans les technologies, les infrastructures et la formation, la production agricole mondiale devrait croître au rythme de 1,1 pour cent par an. Cette croissance se concentrera principalement dans les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu. La croissance de la production végétale mondiale sera impulsée davantage par l'augmentation de la productivité que par un accroissement de l'utilisation des terres (figure 11).

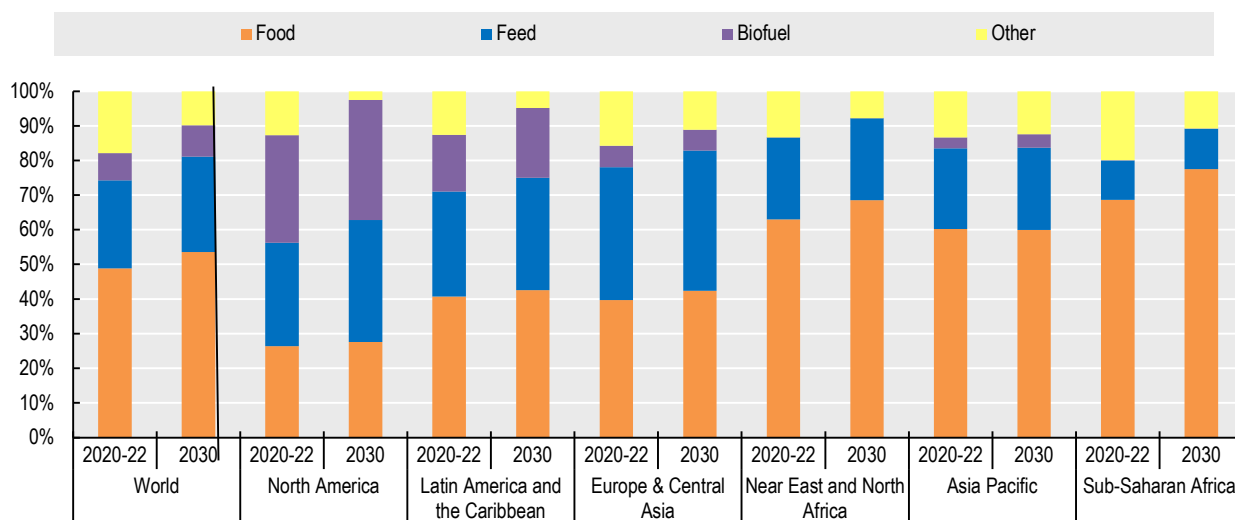
40. À l'instar de ce qui est anticipé pour la production végétale, la croissance prévue de la production animale, halieutique et aquacole résultera en grande partie de l'amélioration de la productivité par animal, fruit d'une gestion plus efficace des troupeaux et des stocks de poissons ainsi que de l'utilisation de plus grandes quantités d'aliments pour animaux.

41. Le commerce des produits primaires et des produits transformés issus de l'agriculture devrait croître au même rythme que la production au cours de la prochaine décennie. La pandémie de covid-19 a perturbé les échanges à l'échelle mondiale, mais le commerce des produits agricoles s'est montré résistant (figure 12).

42. Outre les conflits et les tensions géopolitiques, l'une des graves menaces qui pèse actuellement sur la consommation de produits agricoles tient aux répercussions économiques d'une inflation qui demeure élevée et d'une possible récession mondiale.

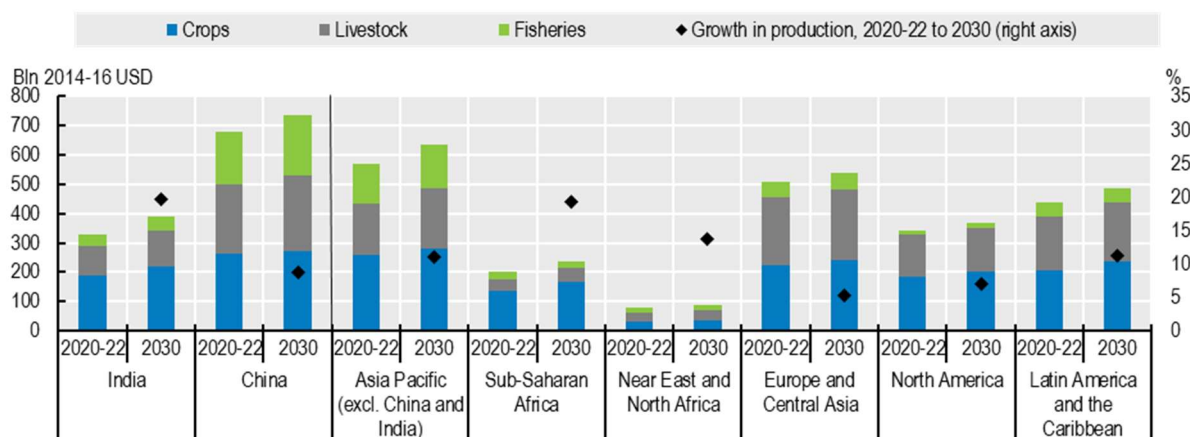
43. Malgré une amélioration récente de la situation, le risque d'incertitudes persistantes pourrait modifier les décisions de production, limiter l'utilisation d'intrants et, par la suite, faire baisser la croissance des rendements, ce qui menacerait la sécurité alimentaire mondiale. La production de matières premières agricoles reste également vulnérable aux maladies végétales et animales. En outre, à plus long terme, les politiques relatives au changement climatique et à l'environnement pourraient perturber les marchés et remodeler les schémas de production mondiaux.

Figure 10. Utilisation des produits agricoles, par type et par région



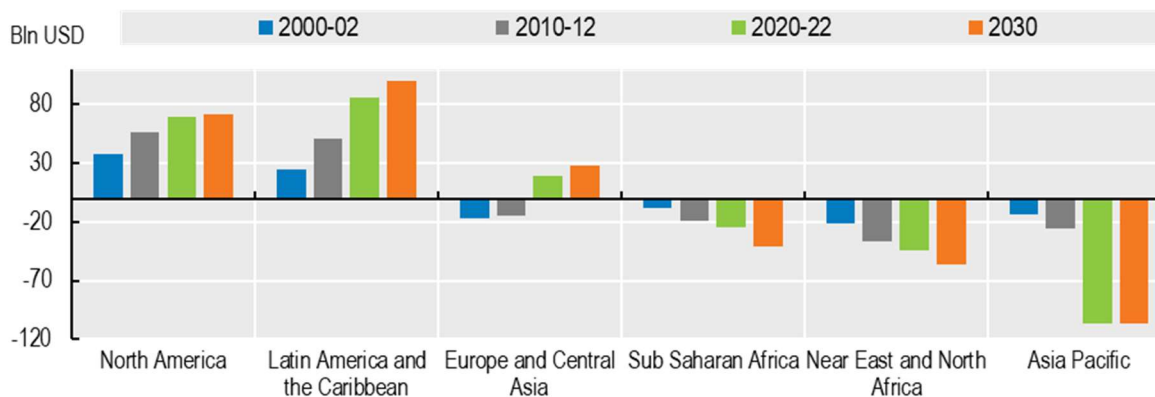
Source: OCDE/FAO. 2023. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris.

Figure 11. Évolution de la production agricole mondiale

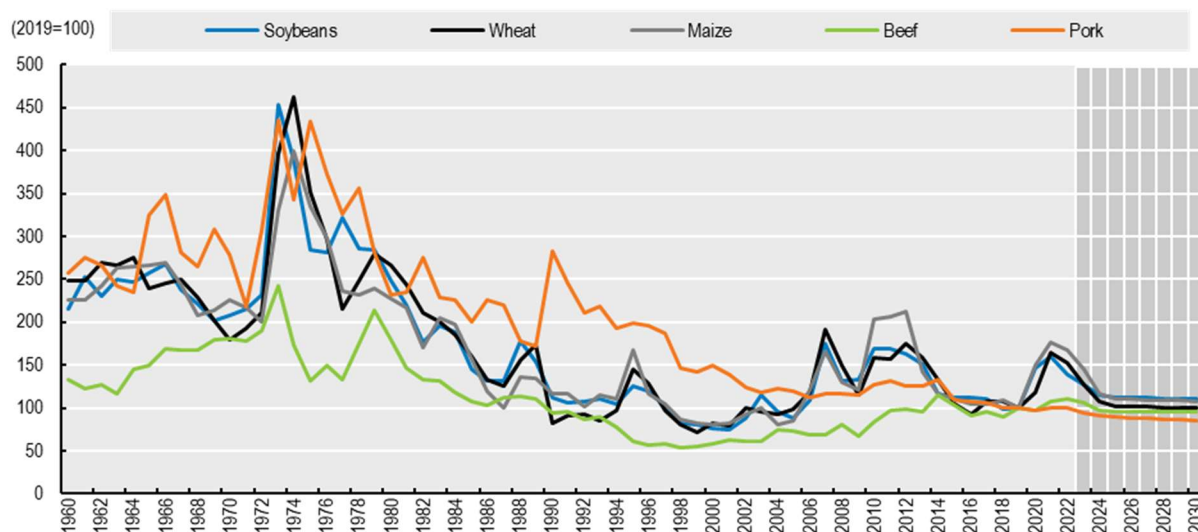


Source: OCDE/FAO. 2023. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris.

Figure 12. Solde net des échanges commerciaux par région, en valeur constante



Source: OCDE/FAO. 2023. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris.

Figure 13. Évolution à long terme des prix de certains produits, en valeur réelle

Source: OCDE/FAO. 2023. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris.

III.2. Perspectives régionales

Situation actuelle des marchés et perspectives à court terme

44. La production céréalière totale (blé et céréales secondaires) de l'Afrique devrait s'établir à 172 millions de tonnes en 2023, soit 1,6 pour cent de moins que la production moyenne de l'année précédente. La situation est très variable d'une sous-région à une autre. En Afrique du Nord, les récoltes de blé en 2023 ont été pénalisées par d'importants déficits pluviométriques, tandis que les estimations de la production céréalière globale de l'Afrique australe ressortent à un niveau supérieur à la moyenne, malgré l'impact des cyclones et de la sécheresse. En Afrique de l'Est, l'irrégularité des précipitations a réduit la production, après deux années consécutives de sécheresse généralisée. Dans la majeure partie de l'Afrique de l'Ouest, la production s'est ressaisie à la faveur de conditions météorologiques clémentes.

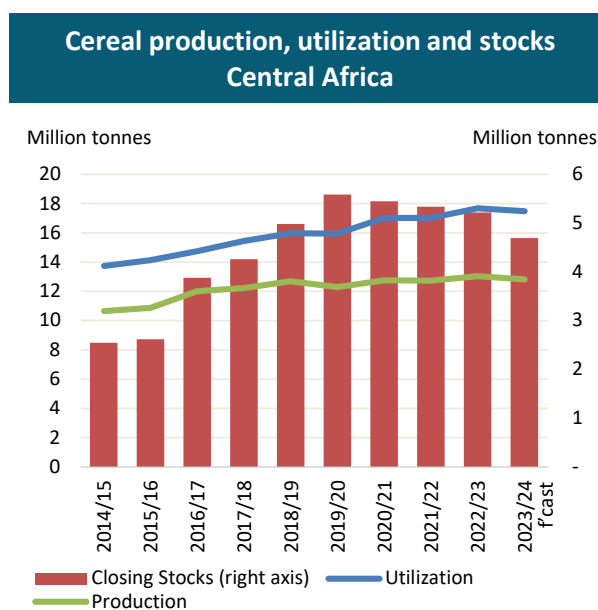
45. La production de riz en Afrique devrait atteindre 27,2 millions de tonnes (en équivalent riz usiné) en 2023-2024, soit le plus haut niveau jamais enregistré, en progression de 3,3 pour cent par rapport à 2022-2023. Cette augmentation reflète en grande partie l'anticipation de récoltes exceptionnelles dans les pays d'Afrique de l'Ouest, notamment la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Nigeria et le Sénégal, qui s'explique par des conditions météorologiques globalement favorables, des prix attractifs et le soutien des pouvoirs publics. Ailleurs, on estime que la récolte a été plus importante en Égypte, où la hausse des prix intérieurs a favorisé l'accroissement des superficies plantées malgré les efforts déployés par le gouvernement pour freiner la culture du riz afin de préserver les rares ressources en eau. Ces augmentations, associées à la croissance de la production à Madagascar, feront plus que compenser les contractions enregistrées dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est, en particulier la République-Unie de Tanzanie, où les récoltes ont souffert de la sécheresse causée par le phénomène La Niña entre la fin de 2022 et le début de 2023.

46. La production régionale de graines oléagineuses devrait continuer à augmenter au cours de la campagne 2023-2024, en raison de nouvelles expansions des superficies plantées et de conditions météorologiques favorables. Les volumes de production de farines d'oléagineux et d'huiles végétales devraient également ressortir à des niveaux plus élevés par rapport à la campagne précédente. Étant donné le redressement attendu de l'utilisation intérieure, dans un contexte de fléchissement des prix internationaux, les importations africaines de graines oléagineuses devraient fortement rebondir, même s'il est probable qu'elles resteront en-deçà du niveau moyen des cinq dernières années. Pour leur part, les importations de farines d'oléagineux et d'huiles végétales devraient marquer le pas au cours de la campagne 2023-2024.

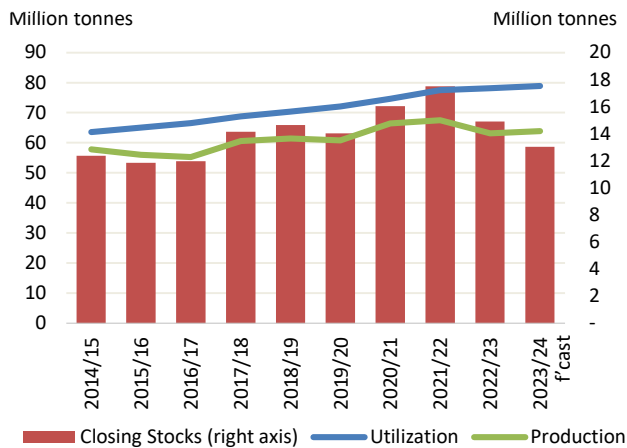
47. La production africaine de viande a souffert en 2023. La baisse s'est concentrée en majeure partie sur le secteur de la viande de volaille, ce que l'on explique principalement par le coût élevé de la production, les conséquences de la grippe aviaire et les difficultés logistiques. Les importations de viande ont également diminué en raison des problèmes de change qui se sont posés aux principaux importateurs et de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

48. La production laitière de l'Afrique est restée stable en 2023. En effet, les gains de production enregistrés par certains des principaux pays producteurs, dus à des conditions météorologiques favorables, ont compensé les baisses observées dans d'autres pays, imputables aux sécheresses, à la réduction de la taille des troupeaux, à des disponibilités en fourrage inférieures à la normale et aux conflits en cours. Les importations de produits laitiers ont légèrement diminué, reflétant la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs dans certains des principaux pays importateurs.

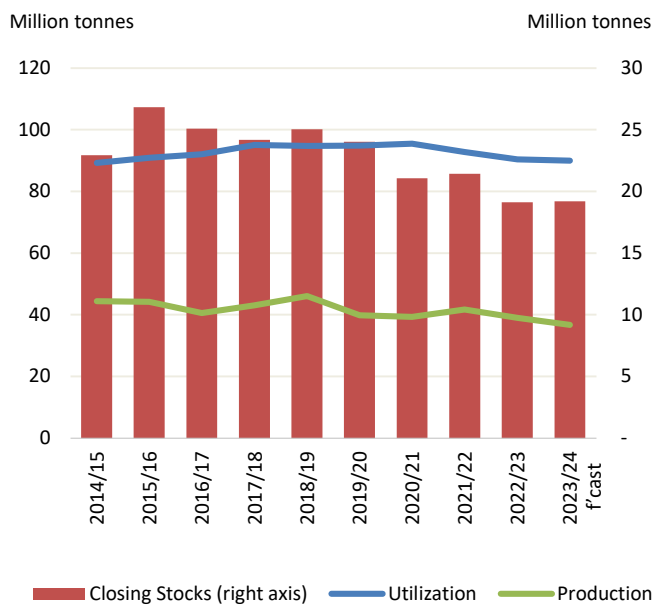
Figure 14. Production, utilisation et stocks de céréales dans les sous-régions de l'Afrique



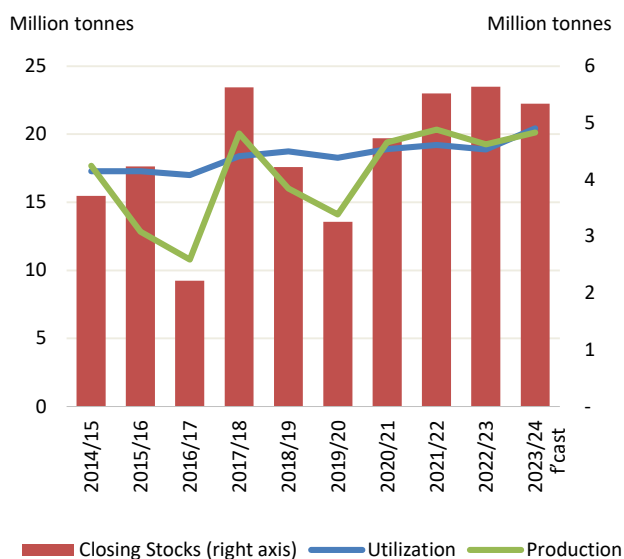
Cereal production, utilization and stocks East Africa



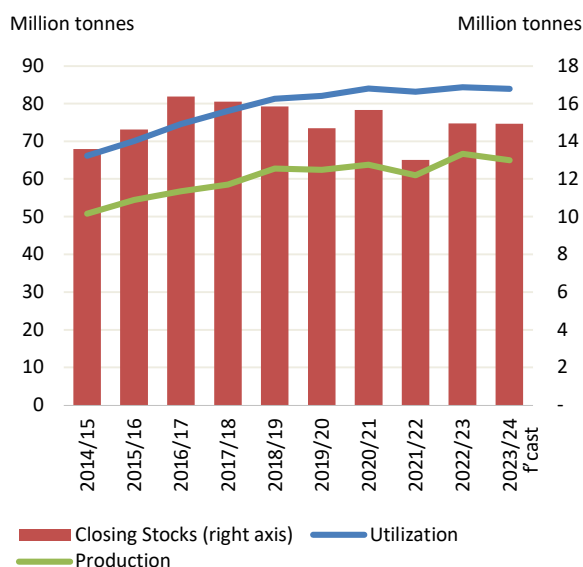
Cereal production, utilization and stocks Northern Africa



Cereal production, utilization and stocks Southern Africa



Cereal production, utilization and stocks West Africa



Source: FAO. Février 2024. Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales.
<https://www.fao.org/worldfoodsituation/csdb/fr>.

49. Malgré les subventions alimentaires en vigueur dans de nombreux pays, l'inflation des prix des aliments dans la région reste un problème de taille, qui exacerbe les difficultés dues aux défis macroéconomiques actuels, aux coûts élevés de l'énergie et des intrants, aux dépréciations des monnaies nationales et aux retombées des conflits géopolitiques.

50. Les conflits qui ont lieu dans la région limitent la production d'aliments et le commerce intrarégional. Parallèlement, les conflits extérieurs à la région, y compris les retombées de la guerre en Ukraine, et les restrictions à l'exportation d'aliments imposées par divers gouvernements peuvent limiter l'approvisionnement mondial en aliments et en intrants agricoles, entravant ainsi la capacité de la région à répondre à ses besoins alimentaires.

51. La diminution des précipitations et l'augmentation du nombre de sécheresses restent des préoccupations majeures, ce qui entraîne une baisse des disponibilités en eau et a des répercussions sur la production d'aliments de base et de produits dérivés du bétail. Outre la diminution de l'offre d'aliments pour animaux, les coûts élevés des importations de ces aliments et les dépréciations des monnaies nationales exacerbent les difficultés rencontrées pour produire des aliments.

52. Les dépenses de fonctionnement des exploitations d'élevage demeurent un problème sérieux, malgré une certaine baisse des prix des aliments pour animaux. L'augmentation des prix des céréales, leur volatilité et leur accès limité, ainsi que les coûts élevés de l'énergie pourraient compromettre la viabilité des petites et moyennes exploitations d'élevage, réduisant ainsi les perspectives de production et l'accès aux protéines animales.

Perspectives à moyen terme

53. L'Afrique devrait compter 1,67 milliard d'habitants d'ici 2030, soit près de 20 pour cent de la population mondiale. Malgré l'urbanisation en cours, la taille absolue de la population rurale continue d'augmenter, et plus de la moitié de la population totale devrait encore vivre en milieu rural d'ici 2030.

54. Compte tenu du niveau élevé de l'inflation et du fait que les projections ne tablent que sur un lent redressement des niveaux de revenu, la croissance démographique restera le principal moteur de l'augmentation de la consommation alimentaire sur le continent (figure 15).

55. Avec une augmentation prévue de 77 kcal/jour, l'apport énergétique moyen par habitant et par jour dans la région devrait atteindre 2 582 kcal d'ici 2030. Toutefois, si l'on tient compte du gaspillage alimentaire estimé des ménages, l'apport moyen total est ramené à 2 469 kcal par habitant et par jour. Indépendamment des corrections tenant compte du gaspillage alimentaire des ménages, la disponibilité de calories totales en Afrique devrait être la plus faible du monde à l'horizon 2030, étant inférieure de 13 pour cent à la moyenne mondiale.

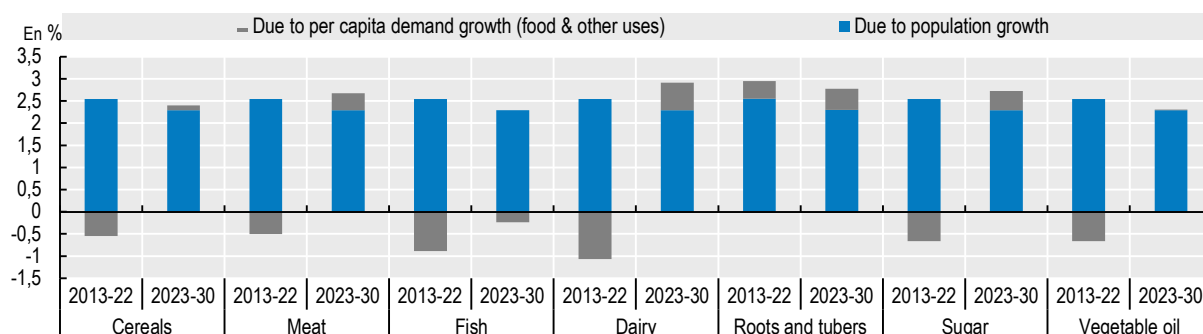
56. La consommation de produits alimentaires de base par habitant sur le continent devrait continuer à augmenter pendant la période considérée, mais sa composition devrait se modifier, la stabilité relative de la consommation de racines et de tubercules contrastant avec une hausse de la consommation de riz et de maïs. La consommation de viande, de produits laitiers, de sucre et d'huiles végétales par habitant ne devrait augmenter que modestement au cours de cette période, d'où l'on peut conclure que le rythme de diversification de l'alimentation reste lent. Les disponibilités en protéines devraient augmenter de 0,65 g par personne et par jour, et être assurées principalement à partir de sources végétales (figure 16).

57. La production agricole, halieutique et aquacole de l'Afrique devrait augmenter de 2,1 pour cent par an jusqu'en 2030, ce qui reste inférieur à la croissance démographique attendue dans la région; par conséquent, la production par habitant devrait continuer à décliner, poursuivant la tendance observée depuis 2015 (figure 17). L'essentiel de la croissance en valeur devrait être le fait de la production végétale, même si le taux de croissance de la production animale est légèrement supérieur à celui des cultures.

58. Au cours de la prochaine décennie, la production de cultures vivrières sera soutenue par une combinaison de facteurs: intensification, gains de productivité et modifications dans l'éventail des cultures. La viande bovine et la volaille devraient représenter la majeure partie de l'augmentation de la production de viande. La croissance de la production est alimentée davantage par l'agrandissement des troupeaux que par des gains de productivité, ce qui signifie que les émissions directes de gaz à effet de serre (GES) de l'agriculture africaine vont augmenter de 12 pour cent d'ici 2030.

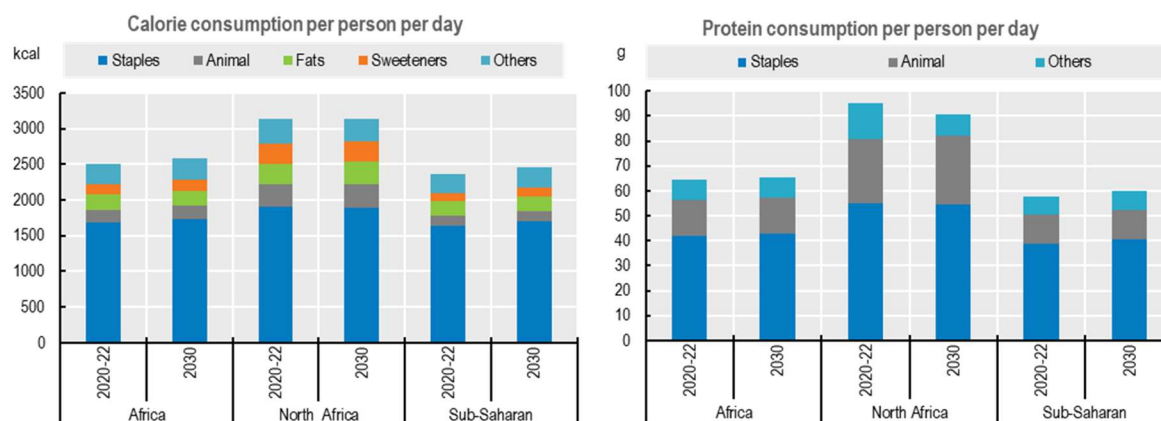
59. Le déficit commercial régional pour les principaux produits alimentaires devrait se creuser au cours de la prochaine décennie, les besoins en importations augmentant plus rapidement que l'offre à l'exportation (figure 18). Le creusement du déficit devrait s'accélérer par rapport à la dernière décennie, et les déficits alimentaires tenaces devraient être encore amplifiés par le gonflement de la facture des importations alimentaires, dû à l'inflation mondiale, à la dette nationale libellée en dollars américains et à la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis d'Amérique, ceci valant en particulier pour les pays africains qui sont surexposés au dollar américain. À l'inverse de la situation observée pour les produits alimentaires cultivés de base, la région est exportatrice nette de produits de valeur supérieure tels que le coton, les fruits frais et les légumes. D'ici 2030, 86 pour cent environ de la production de coton seront exportés. Les exportations de fruits des pays de la région devraient augmenter de 20 pour cent et les expéditions de légumes de 25 pour cent d'ici 2030.

Figure 15. Évolution annuelle de la demande pour les principaux groupes de produits en Afrique



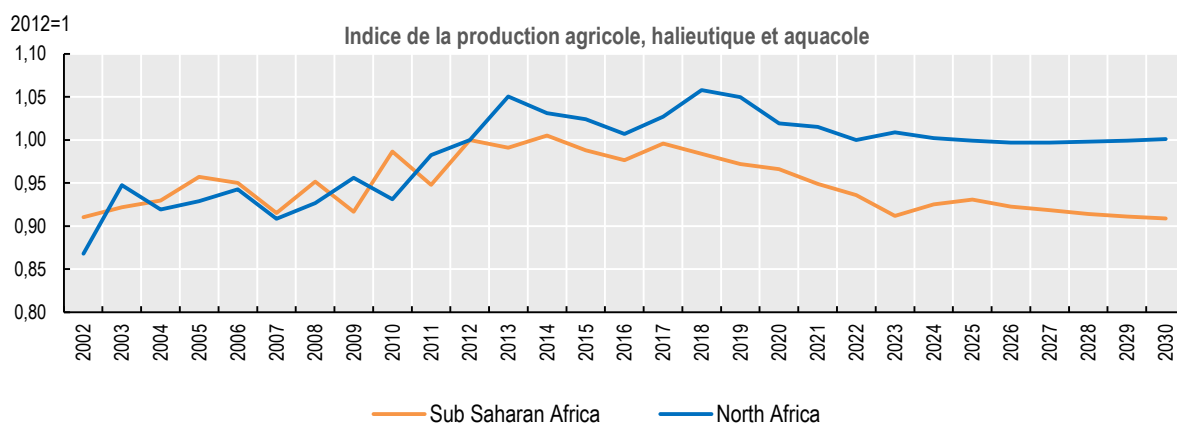
Source: OCDE/FAO. 2023. Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032. Éditions OCDE, Paris.

Figure 16. Contribution des principaux groupes d'aliments à la consommation totale de calories et de protéines



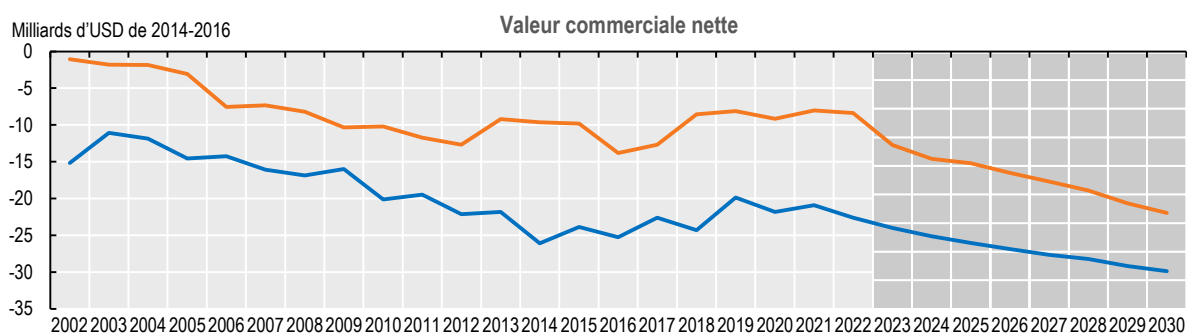
Source: OCDE/FAO. 2023. Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032. Éditions OCDE, Paris.

Figure 17. Valeur nette par habitant de la production agricole, halieutique et aquacole en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord



Source: OCDE/FAO. 2023. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris.

Figure 18. Balances des échanges agricoles en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord



Source: OCDE/FAO. 2023. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2023-2032*. Éditions OCDE, Paris.